

Note	Nota
Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :	Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :
Session ordinaire 2018-2019	Gewone zitting 2018-2019
B-172/1 Projet de décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française	B-172/1 Ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie
B-172/2 Rapport	B-172/2 Verslag
B-172/3 Amendements après rapport	B-172/3 Amendementen na verslag
Compte rendu intégral :	Integraal verslag :
Discussion et adoption : séance du mardi 30 avril 2019	Bespreking en aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2019/12672]

16 MAI 2019. — Décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret et ordonnance conjoints règle une matière visée aux articles 39, 135 et 135bis de la Constitution, ainsi qu'aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret et ordonnance conjoints a pour objet de renforcer la transparence de l'administration en facilitant l'accès aux documents administratifs et aux informations environnementales.

Il vise également à transposer la directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil. À cette fin, il vise à garantir le droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques ou pour leur compte, à fixer les conditions de base et les modalités pratiques de ce droit et à veiller à ce que les informations environnementales soient d'office rendues progressivement disponibles et diffusées auprès du public afin de parvenir à une mise à disposition et une diffusion systématiques aussi larges que possible des informations environnementales auprès du public. Dans ce but, il convient de promouvoir l'utilisation, entre autres, des technologies de télécommunication informatique ou des technologies électroniques, lorsqu'elles sont disponibles.

Le présent décret et ordonnance conjoints s'applique sans préjudice des dispositions applicables du règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 « relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE » et sans préjudice de l'existence d'obligations d'omettre des informations qui doivent être tenues confidentielles en vertu d'une disposition de droit international en vigueur ou d'une norme interne à caractère législatif.

Il s'applique également sans préjudice de l'ordonnance du 4 octobre 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics régionaux et des communes.

Art. 3. Le présent décret et ordonnance conjoints s'applique :

1° aux autorités administratives dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale, dénommées ci-après « autorités administratives régionales ». Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints, les organes consultatifs régionaux en matière d'environnement ou d'aménagement du territoire sont assimilés à des autorités administratives régionales;

2° aux autorités administratives qui exercent les compétences dévolues à l'Agglomération bruxelloise.

Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints, ces autorités administratives sont assimilées à des « autorités administratives régionales » ;

3° à toute personne physique ou morale :

a) qui exerce des fonctions administratives publiques, y compris des tâches, activités ou services spécifiques en rapport avec l'environnement ou l'aménagement du territoire ;

b) ayant des responsabilités ou des fonctions publiques, ou fournissant des services publics, en rapport avec l'environnement ou l'aménagement du territoire sous le contrôle d'un organe ou d'une personne visée au point 1° ou 3°, a).

Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints, ces personnes physiques ou morales sont assimilées à des « autorités administratives régionales » ;

4° aux autorités administratives communales, en ce compris les organes consultatifs communaux en matière d'environnement ou d'aménagement du territoire ;

5° aux intercommunales régionales et interrégionales soumises à la tutelle administrative de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à leurs filiales, aux ASBL communales et pluricommunales et aux régies communales autonomes, visées par l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints, les intercommunales et leurs filiales, les ASBL communales et pluricommunales, et les régies communales autonomes sont assimilées aux « autorités administratives communales » ;

6° aux autorités administratives dépendant de la Commission communautaire commune ;

7° aux centres publics d'action sociale ;

8° aux associations visées au Chapitre XII et XIIbis de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale.

9° aux autorités administratives dépendant de la Commission communautaire française.

Le présent décret et ordonnance conjoints s'applique également aux autorités administratives autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}, mais seulement dans la mesure où elle prohibe ou restreint la publicité de documents administratifs pour des motifs relevant de la compétence de la Commission communautaire commune, de la Région de Bruxelles-capitale et de la Commission communautaire française.

Art. 4. Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints, il faut entendre par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° Collège réuni : le Collège réuni de la Commission communautaire commune ;
- 3° Collège : le Collège de la Commission communautaire française ;
- 4° autorités administratives : les autorités administratives visées à l'article 3, 1° à 9°, sans préjudice de l'article 3, alinéa 2 ;
- 5° Bruxelles Environnement : l'organisme d'intérêt public créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989 ;
- 6° aménagement du territoire : toutes les matières reprises à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
- 7° environnement : toutes les matières reprises à l'article 6, § 1^{er}, II, III et V de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
- 8° document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose ;
- 9° information environnementale : toute information disponible sous forme écrite, visuelle, sonore, électronique ou toute autre forme matérielle, concernant :
 - a) l'état des éléments de l'environnement, tels que l'air et l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages et les sites naturels, y compris les biotopes humides, la diversité biologique et ses composantes, y compris les organismes génétiquement modifiés, ainsi que l'interaction entre ces éléments ;
 - b) des facteurs, tels que les substances, l'énergie, le bruit, les rayonnements ou les déchets, les émissions, les déversements et autres rejets dans l'environnement, qui ont ou sont susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments de l'environnement visés au point a) ;
 - c) les mesures, y compris les mesures administratives, telles que les politiques, les dispositions législatives, les plans, les programmes, l'évaluation des incidences environnementales des plans et programmes, les accords environnementaux et les activités ayant ou étant susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments et les facteurs visés aux points a) et b), ainsi que les mesures ou activités destinées à protéger ces éléments ;
 - d) les rapports sur l'application de la législation environnementale ;
 - e) les analyses coût-avantages et autres analyses et hypothèses économiques utilisées dans le cadre des mesures et activités visées au point c), et
 - f) l'état de la santé de l'homme, sa sécurité et les conditions de vie des personnes, les sites culturels et les constructions, pour autant qu'ils soient ou puissent être altérés par l'état des éléments de l'environnement visés au point a), ou, par l'intermédiaire de ces éléments, par l'un des facteurs, mesures ou activités visés aux points b) et c) ;
 - g) l'aménagement du territoire.
- 10° informations détenues par une autorité administrative : le document administratif ou l'information environnementale qui est en la possession de cette autorité et qui a été reçu ou établi par elle. Sauf si elle ne se rapporte manifestement pas à l'exercice des fonctions de l'intéressé, une donnée détenue par un membre du personnel attaché à une autorité administrative ou par un membre d'une instance collégiale constitutive d'une autorité administrative, est une donnée détenue par l'autorité administrative ;
- 11° demandeur : toute personne physique ou morale qui demande un document administratif ou une information environnementale ;
- 12° public : une ou plusieurs personnes physiques ou morales ainsi que les associations, organisations ou groupes constitués de ces personnes ;
- 13° jour ouvrable : celui qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié.

Art. 5. Les délais prévus dans le présent décret et ordonnance conjoints commencent à courir le jour qui suit celui qui constitue le point de départ du délai. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE II. — *Publicité active*

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 6. § 1^{er}. – Les autorités administratives disposent d'un site internet qui comprend, parmi les éléments de la page d'accueil, une rubrique « transparence » aisément identifiable.

Cette rubrique contient au minimum :

- 1° un document décrivant les compétences, l'organisation et le fonctionnement de l'autorité administrative ;
- 2° un inventaire des subventions accordées dans le courant de l'année précédente, mentionnant le bénéficiaire, l'objet de la subvention et son montant ;
- 3° un inventaire des études réalisées pour le compte de l'autorité administrative dans le courant de l'année précédente, pour autant qu'elles aient été réalisées par un partenaire externe. L'inventaire mentionne, pour chaque étude, l'identité de son auteur, c'est-à-dire le nom de la personne morale ou physique à qui l'étude a été confiée, ainsi que son coût ;
- 4° un inventaire des marchés publics conclus dans le courant de l'année précédente, comprenant la mention de l'adjudicataire et le montant engagé ;
- 5° les appels à candidats et les conditions de recrutement, de promotion ou de remplacement de tous les emplois qu'elles entendent pourvoir, publiés dans les sept jours ouvrables de la décision de procéder à un recrutement, une promotion ou un remplacement, ainsi que les décisions de recrutement, de promotion ou de remplacement des emplois des agents de niveau A qu'elles pourvoient, publiées dans les sept jours ouvrables de la décision.

Le document visé à l'alinéa 2, 1°, est mis à jour sans délai dès qu'un changement affecte les compétences, l'organisation ou le fonctionnement de l'autorité. Les inventaires visés à l'alinéa 2, 2° à 4°, sont publiés chaque année au plus tard le 1^{er} avril.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège peuvent, conjointement, déterminer les autres documents qui doivent figurer sous la rubrique visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. – Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège publient au sein de la rubrique transparence de leur site internet la liste actualisée de tous les membres des cabinets ministériels, en mentionnant leur nom et leur fonction.

Le Collège communal publie au sein de la rubrique transparence du site internet de la commune la liste actualisée de tous les membres des cabinets employés au service du bourgmestre et des échevins, en mentionnant leur nom et leur fonction.

Le président du CPAS publie au sein de la rubrique transparence du site internet du CPAS la liste actualisée de tous les membres de son cabinet, en mentionnant leur nom et leur fonction.

§ 3. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège diffusent au sein de la rubrique transparence de leur site internet :

- au plus tard la veille de leurs réunions, l'ordre du jour définitif de celles-ci ;
- au plus tard le jour ouvrable qui suit leur réunion, les décisions qu'ils ont adoptées ainsi que les notes sur lesquelles elles se fondent.

§ 4. Les publications au sein de la rubrique « transparence » des sites internet des autorités administratives ne constituent pas des publications officielles.

Art. 7. Les autorités administratives désignent en leur sein au minimum une personne chargée de recueillir les documents administratifs ainsi que les informations à caractère environnemental devant être publiées sous la rubrique « transparence » de leur site internet et de procéder à la publication requise par la présente ordonnance.

Les autorités administratives transmettent à la Commission d'accès aux documents administratifs le nom et les coordonnées de cette personne.

Art. 8. § 1^{er}. – Toute correspondance émanant d'une autorité administrative indique le nom, le prénom, la qualité, l'adresse administrative, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les correspondances de même nature envoyées à plus de cent destinataires peuvent se limiter à mentionner l'adresse administrative, le numéro de téléphone et, si elle existe, l'adresse courriel spécifique de l'unité administrative compétente.

§ 2. – Tout acte administratif unilatéral à portée individuelle notifié à un administré indique la possibilité de saisir le médiateur bruxellois, ainsi que les modalités de cette saisine et les voies éventuelles de recours administratifs, les instances compétentes pour en connaître, ainsi que les formes et délais à respecter, faute de quoi le délai de prescription pour introduire le recours ne prend pas cours.

Art. 9. La publication au sein de la rubrique transparence des sites internet des autorités administratives visées à l'article 3 consiste, soit à rendre le document ou l'information directement disponible à la lecture, à l'impression ou à la réutilisation, soit à renseigner un lien vers un autre site Internet permettant la lecture, l'impression ou la réutilisation du document ou de l'information.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège arrêtent, s'il échet conjointement, les modalités techniques et pratiques destinées à permettre une récolte et un traitement aisé des données à publier.

Section II. — Dispositions spécifiques aux informations relatives à l'environnement et à l'aménagement du territoire

Art. 10. Bruxelles-Environnement publie sur son site internet les textes des traités, conventions et accords internationaux, ainsi que de la législation européenne, fédérale, régionale et locale concernant l'environnement ou s'y rapportant. Il veille à ce que ces textes soient tenus à jour.

Art. 11. Les autorités administratives compétentes publient, sous la rubrique transparence de leur site internet, dans les 30 jours ouvrables de leur adoption, les plans et programmes environnementaux, les plans et schémas d'aménagement du territoire, les règlements d'urbanisme, les lignes de conduite en matière d'environnement ou d'aménagement du territoire qu'elles adoptent, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales qui accompagne les informations environnementales précitées.

Art. 12. Dans les 10 jours ouvrables de leur délivrance, les autorités administratives compétentes publient, sous la rubrique transparence de leur site internet, les permis d'urbanisme, les permis de lotir et leurs modifications qui ont fait l'objet d'un rapport ou d'une étude d'incidences. Ce rapport ou cette étude est joint à la publication. Lorsque la demande de permis d'urbanisme était soumise aux mesures particulières de publicité, les plans de synthèse sont joints à la publication.

Indépendamment de la réalisation d'un rapport ou d'une étude d'incidences, les autorités administratives compétentes publient, dans le même délai, les permis d'urbanisme, les permis de lotir et leurs modifications lorsque ceux-ci sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur l'aménagement du territoire.

Lorsque les documents visés aux alinéas 1^{er} et 2 comportent des éléments relatifs à la vie privée, des éléments faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle ou des éléments dont la divulgation serait susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité publique, l'autorité administrative s'assure, préalablement à la publication, que ces éléments soient omis du document publié.

Art. 13. Le Gouvernement publie sur son site Internet les mesures de protection du patrimoine immobilier qu'il adopte, dans les 10 jours ouvrables de leur adoption.

Art. 14. § 1^{er}. – Dans les 10 jours ouvrables de leur délivrance ou de la décision, les autorités administratives compétentes publient, sous la rubrique transparence de leur site internet, les permis d'environnement, les modifications d'autorisation, les scissions de permis d'environnement, les prolongations de permis d'environnement, les modifications de condition d'exploiter des installations classées ainsi que les suspensions et les retraits de permis d'environnement qui ont fait l'objet d'un rapport ou d'une étude d'incidences. Ce rapport ou cette étude est joint à la publication.

Indépendamment de la réalisation d'un rapport ou d'une étude d'incidences, les autorités administratives compétentes publient, dans le même délai, les documents visés à l'alinéa 1^{er}, lorsque ceux-ci sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur l'aménagement du territoire.

Lorsque les documents visés aux alinéas 1^{er} et 2 comportent des éléments relatifs à la vie privée, des éléments faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle ou des éléments dont la divulgation serait susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité publique, l'autorité administrative s'assure, préalablement à la publication, que ces éléments soient omis du document publié.

§ 2. – Bruxelles Environnement publie sur son site Internet :

1° la liste des agréments visés à l'article 78 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ;

2° les rapports d'inspection requis par l'article 19, § 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2013 relatif à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux émissions industrielles dans les 30 jours ouvrables de leur notification à l'exploitant ;

3° les informations qui doivent être tenues à la disposition du public ou publiées en vertu des articles 9 et 10 de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués.

Lorsque les documents visés à l'alinéa 1^{er} comportent des éléments relatifs à la vie privée, des éléments faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle ou des éléments dont la divulgation serait susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité publique, l'autorité administrative s'assure, préalablement à la publication, que ces éléments soient omis du document publié.

Art. 15. Les autorités administratives compétentes publient immédiatement au sein de la rubrique « transparence » de leur site internet, en cas de menace imminente pour la santé humaine ou pour l'environnement résultant d'activités humaines ou de causes naturelles, toutes les informations qui pourraient permettre à la population susceptible d'être affectée de prendre des mesures pour prévenir ou atténuer le dommage lié à la menace en question.

Art. 16. Sans préjudice des obligations de faire rapport découlant d'autres législations, le Gouvernement publie sur son site internet, tous les quatre ans, un rapport détaillé sur l'état de l'environnement bruxellois, qu'il transmet également au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, et il publie sur son site internet tous les deux ans une note de synthèse comportant les principaux indicateurs environnementaux.

Ce rapport et cette note de synthèse sont établis par Bruxelles Environnement et décrivent la situation des différentes composantes du milieu environnemental, visées à l'article 4, 9°, les pressions qui y sont exercées, le contexte socio-économique, les entreprises, les transports, les changements socio-démographiques et les perspectives d'évolution.

Ils se basent sur des données régionales ou éventuellement locales, dont certaines doivent permettre une comparaison cohérente avec les données rassemblées par diverses institutions internationales dans le cadre de rapports au niveau des pays ou au niveau des régions urbaines et d'autres doivent détailler des spécificités bruxelloises. Ils sont ensuite soumis à l'avis du Conseil de l'Environnement, qui sera également publié sur le site internet du Gouvernement.

Le rapport comprend en outre les indicateurs socio-économiques suivants :

- structures des entreprises (primaire-secondaire-tertiaire) ;
- accidents industriels ;
- évolution des modes de transport.

CHAPITRE III. — *Publicité passive*

Art. 17. § 1^{er}. – Chacun, selon les conditions prévues par le présent décret et ordonnance conjoints, peut prendre connaissance sur place de tout document administratif et de toute information environnementale émanant d'une autorité administrative, obtenir des explications à son sujet et en recevoir communication sous forme de copie.

§ 2. – L'obtention de copies de documents administratifs ou d'informations environnementales peut être soumise à une rétribution, qui ne peut en excéder le prix coûtant. Ces rétributions sont payables au comptant si la copie est reçue par le demandeur auprès de l'autorité administrative. Celle-ci délivre un récépissé à titre de preuve de paiement. Si la copie est transmise au demandeur par la poste ou un autre moyen de transmission, les rétributions sont payées préalablement à cette transmission, par virement ou versement au compte des recettes de l'autorité concernée.

§ 3. – Pour les documents administratifs contenant de l'information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, lorsque cette information constitue une appréciation ou un jugement de valeur relatif à cette personne ou lorsqu'elle se rapporte à un comportement de cette personne dont la divulgation peut manifestement lui causer préjudice, le demandeur doit justifier d'un intérêt.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux informations environnementales.

Art. 18. § 1^{er}. – La consultation d'un document administratif ou d'une information environnementale, les explications y relatives ou sa communication sous forme de copie ont lieu sur demande. La demande indique clairement la matière concernée et si possible, les documents administratifs ou les informations environnementales concernés et est adressée par envoi postal, électronique ou par porteur à l'autorité administrative compétente.

§ 2. – La demande est irrecevable :

1° si elle n'est pas signée par le demandeur.

Les personnes morales, outre la signature de leur fondé de pouvoir, mentionnent dans leur demande leur numéro d'inscription à la banque-carrefour des entreprises visée à l'article III.15 du code de droit économique ou fournissent une copie de leurs statuts lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit étranger.

En cas d'envoi de la demande par courriel, celui-ci est considéré comme valablement signé lorsque le demandeur, ou le fondé de pouvoir de la demanderesse personne morale, joint à son courriel une photocopie, une photographie ou un scan d'un document d'identité.

Lorsque la demande est signée par un avocat ou qu'elle est transmise par courriel par un avocat, le demandeur ne doit pas y joindre les documents visés par les alinéas précédents ;

2° si elle ne précise pas le nom et l'adresse du demandeur ;

3° si elle n'est pas adressée à l'autorité de façon à lui assurer une date certaine.

Quand une demande n'est pas recevable, l'autorité administrative compétente doit le faire savoir au demandeur dans les plus brefs délais, pour autant que ce dernier soit identifié dans la demande.

§ 3. – Lorsque la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie est adressée à l'autorité administrative qui n'est pas compétente ou si celle-ci n'est pas en possession du document administratif ou de l'information environnementale, elle en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon les informations dont elle dispose, est compétente ou est détentrice du document administratif. Si l'autorité administrative considère que le document est inexistant, elle le communique également sans délai au demandeur.

§ 4. – Le demandeur veille à indiquer la façon dont il souhaite pouvoir prendre connaissance du document ou de l'information environnementale. À défaut de précisions, la communication d'une copie par courriel est privilégiée.

§ 5. – L'autorité administrative consigne les demandes écrites dans un registre, classées par date de réception.

Art. 19. § 1^{er}. – L'autorité administrative peut rejeter une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou d'une information environnementale dans la mesure où la demande :

1° concerne un document administratif ou une information environnementale dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet. Le cas échéant, l'autorité administrative désigne l'autorité qui élabore les documents ou informations en question et indique le délai jugé nécessaire pour les finaliser ;

2° concerne un avis ou une opinion communiqué librement et à titre confidentiel à l'autorité ;

3° est manifestement abusive ;

4° demeure formulée de manière trop générale, même après l'application de l'article 20, § 3.

§ 2. – L'autorité administrative rejette la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif, si elle constate que l'intérêt de la publicité ne l'emporte pas sur la protection de l'un des intérêts suivants :

1° les libertés et les droits fondamentaux des administrés, en ce compris la vie privée ;

2° les relations internationales et la sécurité publique ;

3° la bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique de mener une enquête à caractère pénal ou disciplinaire ;

4° le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel ;

5° un intérêt économique ou financier de la Commission communautaire commune, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire française, des communes et CPAS ainsi que de l'ensemble des autorités visées à l'article 3, 1° à 9° ;

6° la confidentialité des délibérations des autorités publiques ;

7° la confidentialité des informations commerciales ou industrielles, lorsque cette confidentialité est prévue par le droit régional ou européen afin de protéger un intérêt économique légitime ;

8° la protection de l'environnement auquel se rapportent les informations sollicitées, telles que la localisation d'espèces rares ;

9° la confidentialité requise en vue de mener des évaluations des membres du personnel de l'autorité administrative concernée et des audits internes.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux informations environnementales.

§ 3. – L'autorité administrative rejette la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'une information environnementale si elle constate que l'intérêt du public servi par la publicité ne l'emporte pas sur la protection de l'un des intérêts suivants :

1° la confidentialité des délibérations des autorités publiques, lorsque cette confidentialité est prévue par le droit ;

2° les relations internationales et la sécurité publique ;

3° la bonne marche de la justice, à la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou à la capacité pour une autorité publique de mener une enquête à caractère pénal ou disciplinaire ;

4° la confidentialité des informations commerciales ou industrielles, lorsque cette confidentialité est prévue par le droit régional ou européen afin de protéger un intérêt économique légitime ;

5° la confidentialité des données à caractère personnel et des dossiers concernant une personne physique si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque la confidentialité de ce type d'information est prévue par le droit régional ou européen ;

6° aux intérêts ou la protection de toute personne qui a fourni les informations demandées sur une base volontaire sans y être contrainte par la loi ou sans que la loi puisse l'y contraindre, à moins que cette personne n'ait consenti à la divulgation de ces données ;

7° la protection de l'environnement auquel se rapportent les informations sollicitées, telles que la localisation d'espèces rares.

L'autorité administrative ne peut, en vertu des points 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, rejeter une demande lorsqu'elle concerne des informations relatives à des émissions dans l'environnement.

§ 4. – L'autorité administrative rejette la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif si la publicité porte atteinte à une obligation de secret instaurée par une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale, une ordonnance de la Commission communautaire commune ou un décret de la Commission communautaire française.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux informations environnementales.

§ 5. Pour l'application des §§ 2 et 3, le rejet de la demande de communication sous forme de copie d'un document administratif ou d'une information environnementale n'implique pas nécessairement le rejet de la demande de consultation de ce document ou de cette information environnementale ou la demande d'explication à son sujet.

Lorsque, en application des §§ 2, 3 et 4, un document administratif ou une information environnementale ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la publicité, la consultation, l'explication ou la communication sous forme de copie est limitée à la partie restante.

Art. 20. § 1^{er}. Sans préjudice du Chapitre II et de la faculté, pour une autorité administrative, de les laisser consulter immédiatement sur place, l'autorité saisie d'une demande met les documents administratifs et les informations environnementales à la disposition du demandeur dès que possible ou, au plus tard, dans les 20 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande par elle, en tenant compte du délai indiqué par le demandeur dans sa demande écrite et, le cas échéant, de l'urgence invoquée par celui-ci.

§ 2. Ce délai est porté à 40 jours ouvrables lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai de 20 jours ouvrables ne peut être respecté. Dans ce cas, le demandeur est informé dès que possible et en tout état de cause, avant la fin du délai de 20 jours ouvrables, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 3. Si une demande est formulée de manière trop vague, l'autorité administrative invite le demandeur, dès que possible et avant l'expiration du délai de 20 jours ouvrables, à la préciser et l'aide à cet effet.

§ 4. Le demandeur a la faculté de solliciter l'examen de sa demande en urgence. Il doit exposer les raisons qui justifient l'urgence dans sa demande. L'urgence dûment motivée par le demandeur est celle qui rend manifestement inapproprié aux faits de la cause le respect des délais de traitement établi aux §§ 1^{er} et 2, en raison des inconvénients graves susceptibles d'affecter la situation du demandeur si les délais précités devaient être observés.

Lorsque l'autorité administrative reconnaît l'urgence de la demande, elle y répond dès que possible et au plus tard dans les 7 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande.

Lorsque l'autorité administrative considère que l'urgence invoquée n'est pas fondée, elle en informe immédiatement le demandeur par une décision motivée et applique les délais déterminés par les §§ 1^{er} et 2.

§ 5. Par dérogation aux §§ 1^{er} à 4, les demandes sont traitées prioritairement et selon une procédure accélérée lorsque la demande d'accès concerne une décision soumise à une procédure d'enquête publique en cours, en vertu du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire ou des normes prises en exécution de celui-ci, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ou de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Dans ce cas, l'autorité administrative à laquelle la demande est adressée met les documents et informations demandés à disposition du demandeur immédiatement et, si le document ou l'information ne se trouve pas dans les lieux prévus pour la consultation du dossier soumis à l'enquête publique, au plus tard une semaine avant l'expiration du délai de l'enquête publique.

Art. 21. Toute décision de refus, total ou partiel, d'accès ou de refus d'accès sous la forme ou dans le format demandé est notifiée au demandeur par écrit, dans les délais visés à l'article 20, §§ 1^{er} à 4, selon le cas.

Si l'autorité administrative à laquelle une demande est formulée dans le cadre d'une enquête publique estime que l'accès au document ou à l'information demandée doit être refusé ou limité en vertu d'un des motifs visés à l'article 18, elle le notifie au demandeur dans les sept jours ouvrables de la demande.

La notification indique de manière claire, précise et complète, les motifs qui justifient le refus et indique l'existence du recours prévu au chapitre V ainsi que les formes et délais à respecter, de même que la possibilité de saisir le médiateur bruxellois et les modalités de sa saisine.

Le défaut de notification dans les délais visés aux alinéas précédents équivaut à un refus.

CHAPITRE IV. — *Correction d'informations inexactes ou incomplètes*

Art. 22. Lorsqu'une personne démontre qu'un document administratif ou une information environnementale émanant d'une autorité administrative comporte des informations inexactes ou incomplètes la concernant, cette autorité est tenue d'apporter les corrections requises sans frais pour l'intéressé.

La rectification s'opère à la demande écrite de l'intéressé.

Art. 23. L'autorité administrative donne suite à une demande de rectification au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. En cas de refus, elle communique les motifs de rejet.

Ce délai peut être prolongé de deux mois compte tenu de la complexité de la demande ou du nombre de demandes. Dans ce cas, l'autorité administrative en informe l'intéressé dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

En l'absence de réponse à l'autorité administrative dans les délais prescrits, la demande est réputée avoir été rejetée

Art. 24. Lorsque la demande est adressée à une autorité administrative qui n'est pas compétente pour apporter les corrections, celle-ci en informe immédiatement le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon ses informations, est compétente pour le faire.

CHAPITRE V. — *Commission d'accès aux documents administratifs*

Art. 25. § 1^{er}. La Commission d'accès aux documents administratifs, ci-après dénommée la Commission, connaît des recours dirigés contre :

1° les manquements aux obligations de publicité active prévues au Chapitre II, à l'exception de l'obligation visée à l'article 15, d'établir un rapport détaillé sur l'état de l'environnement et une note de synthèse ;

2° les rejets des demandes d'accès visées au Chapitre III ;

3° les refus de rectification visés au Chapitre IV ;

En vertu de son pouvoir de réformation, la Commission peut accorder elle-même l'accès aux documents administratifs ou aux informations environnementales litigieux ou la rectification de ceux-ci.

Dans ce cas, la Commission :

1° donne l'injonction à l'autorité administrative de se conformer à sa décision dans le délai qu'elle établit, lequel ne peut excéder 30 jours ;

2° après l'échéance dudit délai, si l'autorité administrative n'a pas respecté la décision reprise au 1°, communique elle-même au demandeur une copie du document administratif ou de l'information environnementale. Dans ce cas, elle en avertit l'autorité administrative 15 jours ouvrables auparavant.

Lorsqu'elle constate le défaut pour une autorité administrative de satisfaire à une obligation visée au chapitre II, la Commission lui donne l'injonction de satisfaire sans délai à cette obligation.

§ 2. La Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du décret et de l'ordonnance conjoints. Elle peut soumettre au Parlement ou au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Assemblée ou au Collège réuni de la Commission communautaire commune, à l'Assemblée ou au Collège de la Commission communautaire française, des propositions relatives à son application et sa révision éventuelle.

La Commission peut également être consultée par une autorité administrative à propos d'une question relative à l'application de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 26. § 1^{er}. La Commission est composée de 9 membres parmi lesquels est désigné un président qui est membre du Conseil d'État ou de son audiorat, ou magistrat dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Quatre membres sont désignés parmi les membres du personnel statutaire des autorités administratives soumises à l'application de la présente ordonnance. Les membres désignés en cette qualité doivent être titulaires d'un diplôme universitaire de deuxième cycle en droit et justifier d'une expérience suffisante en matière de publicité de l'administration.

Quatre membres sont désignés en raison de leur connaissance approfondie dans le domaine de la publicité de l'administration. Ils doivent être titulaires d'un diplôme universitaire de deuxième cycle en droit et ne peuvent pas être fonctionnaires au sein d'une autorité administrative, qu'il s'agisse des autorités administratives visées à l'article 3, 1° à 9°, ou de toute autre autorité administrative.

Les membres sont désignés conjointement par le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège pour un terme renouvelable de 5 ans.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège fixent conjointement le montant de la rétribution allouée aux membres de la Commission, ainsi que les modalités selon lesquelles celle-ci est liquidée.

§ 2. Il est désigné pour chacun des membres un suppléant sous les mêmes conditions que les membres effectifs.

En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Le suppléant achève le mandat de son prédécesseur au cas où ce dernier démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission.

§ 3. La Commission ne comporte pas plus de six membres de la même expression linguistique, celle-ci étant vérifiée par la langue dans laquelle le diplôme visé au § 1^{er} a été obtenu.

La Commission ne comporte pas plus de six membres du même sexe.

§ 4. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège déterminent conjointement les règles complémentaires relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission.

§ 5. La Commission exerce sa mission de manière indépendante et impartiale. Ses membres ne peuvent faire l'objet d'une évaluation ou d'une procédure disciplinaire sur la base des motifs des décisions adoptées dans le cadre des tâches attribuées par le présent décret et ordonnance conjoints ou ses arrêtés d'exécution.

Art. 27. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, la Commission est saisie d'un recours visé à l'article 25, § 1^{er}, 2° et 3°, dans les 30 jours du refus. Lorsque le demandeur sollicite l'examen de son recours en urgence, le délai pour introduire son recours est réduit à 5 jours ouvrables.

Le point de départ des délais visés à l'alinéa 1^{er} est le jour de la prise de connaissance de la décision expresse de refus ou, à défaut d'une telle décision, le jour de l'expiration du délai dans lequel l'autorité administrative devait se prononcer sur la demande.

Les délais visés à l'alinéa 1^{er} sont interrompus par l'introduction d'une réclamation devant le médiateur bruxellois. Un nouveau délai de 30 jours ou de 5 jours commence à courir à dater de la réception par le demandeur de la notification du médiateur l'informant de la fin de son intervention.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est introduit par une demande écrite qui :

1° est signée par le demandeur.

Les personnes morales, outre la signature de leur fondé de pouvoir, mentionnent dans leur demande leur numéro d'inscription à la banque-carrefour des entreprises visée à l'article III.15 du code de droit économique ou fournissent une copie de leurs statuts lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit étranger.

En cas d'envoi de la demande par courriel, celui-ci est considéré comme valablement signé lorsque le demandeur, ou le fondé de pouvoir de la demanderesse personne morale, joint à son courriel une photocopie, une photographie ou un scan d'un document d'identité.

Lorsque la demande est signée par un avocat ou qu'elle est transmise par courriel par un avocat, le demandeur ne doit pas y joindre les documents visés par les alinéas précédents ;

2° précise le nom et l'adresse du demandeur ;

3° est adressée à la Commission de façon à lui assurer une date certaine.

§ 3. Lorsque le recours est dirigé contre une décision rejetant la demande d'accès visée au Chapitre III ou une décision rejetant la demande de rectification visée au Chapitre IV, le recours contient, sous peine d'irrecevabilité, une copie de la demande d'accès ou de rectification et, si le refus est exprès, une copie de la décision de refus.

§ 4. Quand un recours n'est pas recevable pour l'un des motifs visés aux §§ 1^{er} à 3, la Commission doit le faire savoir au requérant dans les plus brefs délais, pour autant que celui-ci soit identifié dans le recours.

§ 5. Lorsqu'elle est saisie d'un recours, la Commission le notifie sans délai à l'autorité administrative concernée.

Art. 28. § 1^{er}. La Commission dispose de pouvoirs d'investigation et de contrainte.

L'autorité administrative est tenue de lui communiquer, dans les sept jours ouvrables à compter de la réception de la notification visée à l'article 27, § 5, le document ou l'information environnementale dont l'accès ou la rectification est sollicité. L'autorité administrative peut joindre au document ou à l'information environnementale une note justifiant son refus d'accéder à la demande initiale. À défaut d'être transmise en même temps que le document ou l'information environnementale, la Commission n'est pas tenue de prendre en considération la note justifiant ledit refus.

Dans l'hypothèse où le Président de la Commission ou le membre qu'il désigne reconnaît l'urgence invoquée par le demandeur, le délai de sept jours visé à l'alinéa précédent est réduit à deux jours ouvrables.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'autorité administrative a considéré que la demande était manifestement abusive ou qu'elle était formulée de façon manifestement trop vague, elle n'est pas tenue de transmettre à la Commission les documents ou les informations environnementales qui font l'objet de la demande d'accès. Lorsque l'autorité n'a pas répondu à la demande initiale, si elle considère celle-ci manifestement abusive ou manifestement trop vague, elle en informe la Commission sans délai par une décision motivée.

Lorsque l'autorité administrative ne transmet pas à la Commission les documents administratifs ou les informations environnementales dans les délais établis aux alinéas 2 et 3, la Commission en fait mention dans le rapport annuel visé à l'article 31.

§ 2. Le Président de la Commission ou le membre qu'il désigne peut se rendre sur place pour prendre connaissance et copie du document administratif ou de l'information environnementale concernés par le recours et de tout autre document nécessaire au traitement de ce recours, en ce compris en faisant appel à la force publique.

§ 3. Si malgré les pouvoirs visés aux § 1^{er} et 2, la Commission n'obtient pas le document administratif ou l'information environnementale querellée, elle en informe sans délai le Parlement et le Gouvernement bruxellois qui fixent immédiatement de nouvelles sanctions et la procédure y afférente.

Art. 29. § 1^{er}. – À partir du moment où elle dispose du document ou de l'information environnementale, la Commission en informe le requérant. Elle statue sur le recours dans les 60 jours de la réception du document administratif ou de l'information environnementale.

Lorsque l'autorité considère la demande comme étant manifestement abusive ou manifestement trop vague, la Commission statue dans les 60 jours de la réception du recours. Si elle considère que la demande n'est ni manifestement abusive ni trop vague, elle sollicite de l'autorité administrative qu'elle lui communique sans délai le document administratif ou l'information environnementale et, dans ce cas, le délai de 60 jours commence à courir conformément à l'alinéa 1^{er}.

Si les délais prévus aux alinéas précédents ne sont pas respectés, le recours est censé être rejeté.

Ce délai de 60 jours est suspendu :

1° lorsque la Commission a sollicité l'avis de l'Autorité de protection des données, jusqu'à la réception de cet avis ;

2° à compter du jour où la Commission reçoit du médiateur bruxellois l'information selon laquelle celui-ci est saisi d'une réclamation dont l'objet est identique à celui du recours introduit devant la Commission. Le médiateur notifie au même moment à la Commission et au demandeur la fin de son intervention et les éventuelles recommandations qu'il a formulées. Dans ce cas, il appartient au demandeur de notifier à la Commission s'il maintient son recours au terme de l'intervention du médiateur. En l'absence de notification du maintien de son recours par le demandeur dans un délai de 15 jours à compter de la réception par la Commission de la notification du médiateur, le demandeur est réputé se désister de son recours.

§ 2. Lorsque l'urgence invoquée par le demandeur dans son recours est reconnue par le Président de la Commission ou le membre qu'il désigne, la Commission statue sur le recours dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception du recours. En cas de rejet de l'urgence par le Président de la Commission ou par le membre désigné par le Président, le recours est examiné par la Commission dans le délai ordinaire déterminé au § 1^{er}.

L'urgence dûment motivée par le demandeur est celle qui rend manifestement inapproprié aux faits de la cause le respect du délai ordinaire établi par le § 1^{er}, en raison des inconvénients graves susceptibles d'affecter la situation du demandeur si le délai précité devait être observé.

§ 3. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège peuvent arrêter conjointement des règles de procédure devant la Commission complémentaires à celles figurant dans le présent décret et ordonnance conjoints.

Art. 30. La Commission publie sur son site internet, lequel peut être une rubrique du site internet du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dans les 20 jours ouvrables de leur adoption, les décisions, avis et propositions qu'elle adopte.

Sauf consentement préalable du requérant en vue d'une publication nominative, la Commission d'accès aux documents administratifs opère une pseudonymisation des décisions avant leur publication. Elle omet également toute information qu'elle jugera confidentielle.

Art. 31. La Commission rédige un rapport annuel.

Ce rapport comprend au moins :

1° le nombre de recours introduits et le nombre de décisions adoptées ;

2° le délai moyen de traitement d'un recours ;

3° le nombre de réunions de la Commission ;

4° une synthèse des principales problématiques auxquelles la Commission a été confrontée, tant sur le fond des affaires que sur le fonctionnement de la Commission elle-même ;

5° une liste répertoriant les cas dans lesquels les délais visés aux articles 25, § 1^{er}, alinéa 3 et 28, § 1^{er}, alinéa 2 et 3 n'ont pas été respectés. Cette liste mentionne l'autorité administrative concernée et le nombre de dépassements des délais.

Le rapport annuel est présenté par le Président de la Commission ou le membre qu'il désigne au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le rapport annuel est publié sur le site internet de la Commission.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires**Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires*

Art. 32. Sont abrogés :

- 1° l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration ;
- 2° l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 3° l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 26 juin 1997 relative à la publicité de l'administration ;
- 4° le décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration ;
- 5° la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, en ce qu'elle s'applique aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 33. Toutes les compétences dévolues à la Commission d'accès aux documents administratifs instituée par le présent décret et ordonnance conjoints sont exercées dès son entrée en vigueur par la Commission régionale d'accès aux documents administratifs instituée par l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration.

Les membres de la Commission régionale d'accès aux documents administratifs instituée par l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration poursuivent leur mandat au sein de la Commission d'accès aux documents administratifs instituées par le présent décret et ordonnance conjoints. Dès l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints, le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège désignent conjointement quatre nouveaux membres de la Commission et quatre membres suppléants conformément à l'article 26 du présent décret et ordonnance conjoints. Le mandat de ces nouveaux membres s'achèvent en même temps que celui des membres qui poursuivent leur mandat.

Les demandes d'avis pendantes devant les Commissions d'accès aux documents administratifs, instituées respectivement par les articles 10, § 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration et 21 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 26 juin 1997 relative à la publicité de l'administration, sont examinées par la Commission d'accès aux documents administratifs instituée par le présent décret et ordonnance conjoints. La procédure d'examen de la demande d'avis est reprise *ab initio* conformément aux articles 28 et 29.

Art. 34. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté conjoint visé à l'article 29, § 3, du présent décret et ordonnance conjoints, les règles établies par les articles 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 réglant la composition et le fonctionnement de la Commission régionale d'accès aux documents administratifs demeurent d'application. Elles s'appliquent en complément des règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission établies par la présente ordonnance.

Art. 35. Dans l'attente de la détermination, par les autorités administratives, de la rétribution qui peut éventuellement être exigée pour la délivrance d'un document administratif ou d'une information environnementale sous forme de copie, les montants maximum suivants sont applicables :

- 0,01 euros, par face, pour un document au format A4 en noir et blanc ;
- 0,02 euros, par face, pour un document supérieur au format A4, mais ne dépassant pas le format A3, en noir et blanc ;
- 0,04 euros, par face, pour un document au format A2, en noir et blanc ;
- 0,08 euros, par face, pour un document au format A1, en noir et blanc.

Les montants précités sont triplés pour les copies en couleur.

Si une rétribution est exigée, le prix de la copie plus celui du coût de sa communication sur place ou par envoi postal ou autre moyen de transmission est fixé à un minimum de 1 euro.

Art. 36. Les décisions et les actes qui doivent faire l'objet d'une publicité active en vertu du présent décret et ordonnance conjoints sont ceux qui sont adoptés après l'entrée en vigueur de la disposition qui en exige la publication.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 37. Le présent décret et ordonnance conjoints ne préjudicie pas aux dispositions législatives qui prévoient une publicité plus étendue de l'administration.

Art. 38. Les autorités administratives veillent, dans la mesure où cela leur est possible, à ce que toute information compilée par une autorité publique ou pour compte de celle-ci soit à jour, précise et comparable.

Sur demande, les autorités publiques répondent aux demandes d'informations en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, y compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la compilation des informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

Art. 39. Les dispositions du chapitre II entrent en vigueur six mois après la date de publication du présent décret et ordonnance conjoints.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège fixent conjointement la date d'entrée en vigueur des articles 8, § 2 et 27, § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 40. Le présent décret et ordonnance conjoints est évalué par le Parlement après la présentation du premier rapport annuel par la Commission d'accès aux documents administratifs.

Cette évaluation portera au minimum sur la nécessité de :

1. consacrer des sanctions supplémentaires et la procédure y afférente si des manquements aux obligations en matière de publicité active sont constatés ;
2. renforcer le support administratif dont bénéficie la Commission d'accès aux documents administratifs.

Bruxelles, le 26 avril 2019.

La Présidente,

Un.e Secrétaire,

Le Greffier,

Bruxelles le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois, chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois, chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

C. JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois, chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois, chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois, chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

VERENIGDE VERGADERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2019/12672]

16 MEI 2019. — Decreet en Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 39, 135 en 135bis van de Grondwet, alsook in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie heeft tot doel om de bestuurlijke transparantie te versterken door de toegang tot bestuursdocumenten en milieu-informatie te vergemakkelijken.

Het beoogt eveneens de omzetting van richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van richtlijn 90/313/EEG van de Raad. Met het oog daarop strekt het ertoe het recht op toegang tot milieu-informatie die door of voor overheidsinstanties wordt beheerd te waarborgen en de basisvoorwaarden en praktische regelingen voor de uitoefening van dat recht vast te stellen, alsook erop toe te zien dat, als regel, milieu-informatie geleidelijk aan het publiek beschikbaar wordt gesteld en onder het publiek wordt verspreid, om aldus deze milieu-informatie op de breedst mogelijke basis systematisch aan het publiek beschikbaar te stellen en onder het publiek te verspreiden. Daartoe moet het gebruik van onder meer computertelecommunicatie of elektronische technologie, voor zover beschikbaar, worden bevorderd.

Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie is van toepassing onverminderd de toepasbare bepalingen van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG" en onverminderd de bestaande verplichtingen tot het weglaten van gegevens die krachtens een geldende internationale rechtsbepaling of binnenlandse wettelijke norm vertrouwelijk moeten blijven.

Het is tevens van toepassing onverminderd de ordonnantie van 4 oktober 2018 inzake de toegankelijkheid van de websites mobiele applicaties van de gewestelijke overheidsinstanties en de gemeenten.

Art. 3. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie is van toepassing op:

1° de bestuurlijke overheden die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna "gewestelijke bestuurlijke overheden" genoemd. Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden de gewestelijke organen die adviezen verstrekken in verband met milieu of ruimtelijke ordening, gelijkgesteld met gewestelijke bestuurlijke overheden;

2° de bestuurlijke overheden die de aan de Brusselse Agglomeratie toegewezen bevoegdheden uitoefenen;

Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden die bestuurlijke overheden met de "gewestelijke bestuurlijke overheden" gelijkgesteld;

3° iedere natuurlijke en rechtspersoon die:

a) openbare bestuursfuncties uitoefent, met inbegrip van specifieke taken, activiteiten of diensten met betrekking tot het milieu of ruimtelijke ordening;

b) onder toezicht van een orgaan of persoon als bedoeld onder punt 1° of 3° a) belast is met openbare verantwoordelijkheden of functies, of openbare diensten met betrekking tot het milieu of ruimtelijke ordening verleent.

Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden die natuurlijke of rechtspersonen met de "gewestelijke bestuurlijke overheden" gelijkgesteld;

4° de gemeentelijke bestuurlijke overheden, met inbegrip van de gemeentelijke organen die adviezen verstrekken in verband met milieu of ruimtelijke ordening;

5° de gewestelijke en gewestgrensoverschrijdende intercommunales die onder bestuurlijk toezicht staan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en hun filialen, de gemeentelijke en meergemeentelijke vzw's en de autonome gemeentebedrijven zoals bedoeld in de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.

Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden de intercommunales en hun filialen, de gemeentelijke en meergemeentelijke vzw's en de autonome gemeentebedrijven met de "gemeentelijke bestuurlijke overheden" gelijkgesteld;

6° de bestuurlijke overheden die afhangen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

7° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

8° de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII en XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

9° de bestuurlijke overheden die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie.

Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie is ook van toepassing op andere bestuurlijke overheden dan die welke bedoeld worden in het eerste lid, maar enkel in zoverre zij de openbaarmaking van bestuursdocumenten verbiedt of beperkt om redenen die behoren tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 4. Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt verstaan onder:

1° Regering: de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

2° Verenigd College: het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° College: het college van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° bestuurlijke overheden: de bestuurlijke overheden bedoeld in artikel 3, 1° tot 9°, onverminderd artikel 3, tweede lid;

5° Leefmilieu Brussel: instelling van openbaar nut opgericht bij koninklijk besluit van 8 maart 1989;

6° ruimtelijke ordening: alle aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, I van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

7° milieu: alle aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, II, III en V van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

8° bestuursdocument: alle informatie, in welke vorm ook, waarover een bestuurlijke overheid beschikt;

9° milieu-informatie: alle informatie in geschreven, visuele, auditieve, elektronische of enige andere materiële vorm over:

a) de toestand van elementen van het milieu, zoals lucht en atmosfeer, water, bodem, land, landschap en natuurgebieden, met inbegrip van vochtige biotopen, biologische diversiteit en haar componenten, met inbegrip van genetisch gemodificeerde organismen, en de interactie tussen deze elementen;

b) factoren zoals stoffen, energie, geluid, straling of afval, emissies, lozingen en ander vrijkomen van stoffen in het milieu die de onder a) bedoelde elementen van het milieu aantasten of waarschijnlijk zullen aantasten;

c) maatregelen (met inbegrip van bestuurlijke maatregelen) zoals beleidsmaatregelen, wetgeving, plannen, programma's, milieueffectbeoordelingen van de plannen en programma's, milieuakkoorden en activiteiten die op de onder a) en b) bedoelde elementen en factoren van het milieu een uitwerking hebben of kunnen hebben, alsmede maatregelen of activiteiten ter bescherming van die elementen;

d) verslagen over de toepassing van de milieuwetgeving;

e) kosten/baten- en andere economische analyses en veronderstellingen die worden gebruikt in het kader van de onder c) bedoelde maatregelen en activiteiten, en

f) de toestand van de gezondheid en veiligheid van de mens, de levensomstandigheden van de mens, cultuurgebieden en bouwwerken, voor zover zij worden of kunnen worden aangetast door de onder a) bedoelde toestand van elementen van het milieu of, via deze elementen, door een van de onder b) en c) bedoelde factoren, maatregelen of activiteiten;

g) ruimtelijke ordening;

10° informatie die door een bestuurlijke overheid wordt beheerd: het bestuursdocument of de milieu-informatie in het bezit van een overheidsinstantie die zij heeft ontvangen of opgesteld. Behalve indien de informatie kennelijk geen betrekking heeft op de uitoefening van de functie van de betrokkene, is een gegeven in het bezit van een personeelslid van een bestuurlijke overheid of van een lid van een collegiale instantie die een bestuurlijke overheid vormt, een gegeven dat door een bestuurlijke overheid wordt beheerd;

11° aanvrager: elke natuurlijke of rechtspersoon die om een bestuursdocument of milieu-informatie verzoekt;

12° publiek: één of meer natuurlijke of rechtspersonen en hun verenigingen, organisaties of groepen;

13° werkdag: de dag die noch een zaterdag, noch een zondag, noch een feestdag is.

Art. 5. De in deze ordonnantie bepaalde termijnen beginnen te lopen vanaf de dag na die waarop het startpunt van de termijn ligt. De vervaldag is in de termijn begrepen. Is die dag geen werkdag, dan verstrijkt de termijn op de eerstvolgende werkdag.

HOOFDSTUK II. — *Actieve openbaarheid*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 6. § 1. De bestuurlijke overheden beschikken over een website die, op de homepagina, een makkelijk identificeerbare rubriek "transparantie" bevat.

Deze rubriek bevat minstens:

1° een document dat de bevoegdheden, de organisatie en de werkwijze van de bestuurlijke overheid beschrijft;

2° een inventaris van de subsidies die werden toegekend in de loop van het voorgaande jaar, met vermelding van de begunstigde, het voorwerp van de subsidie en het bedrag van de subsidie;

3° een inventaris van de studies die in de loop van het voorgaande jaar werden verricht voor rekening van de bestuurlijke overheid, voor zover ze werden verricht door een externe partner. De inventaris vermeldt voor elke studie de identiteit van de auteur, dat wil zeggen de naam van de rechtspersoon of natuurlijke persoon aan wie de studie werd toevertrouwd, evenals de kost van de studie;

4° een inventaris van de overheidsopdrachten die in de loop van het voorgaande jaar werden gesloten, met vermelding van de aanbesteder en van het vastgelegde bedrag;

5° de oproepen tot kandidaten en de voorwaarden inzake aanwerving, bevordering of vervanging voor alle betrekkingen die zij willen invullen, openbaar gemaakt binnen zeven werkdagen na de aanwervings-, bevorderings- of vervangingsbeslissing, evenals de beslissingen tot aanwerving, bevordering vervanging voor de betrekkingen van de ambtenaren van niveau A die zij invullen, openbaar gemaakt binnen zeven werkdagen vanaf de beslissing.

Het in het tweede lid, 1° bedoelde document wordt onmiddellijk bijgewerkt zodra een wijziging gevolgen heeft voor de bevoegdheden, de organisatie of de werkwijze van de overheid. De inventarissen bedoeld in het tweede lid, 2° tot 4° worden ieder jaar openbaar gemaakt tegen uiterlijk 1 april.

De Regering, het Verenigd College en het College kunnen gezamenlijk bepalen welke andere documenten moeten voorkomen in de in het 1e lid bedoelde rubriek.

§ 2. De Regering, het Verenigd College en het College maken alle geactualiseerde lijst van alle leden van de ministeriële kabinetten openbaar in de rubriek "transparantie" van hun website, met vermelding van hun naam en functie.

Het gemeentecollege maakt de geactualiseerde lijst van alle kabinetsleden die zijn tewerkgesteld op de dienst van de burgemeester en de schepenen openbaar in de rubriek "transparantie" van de gemeentelijke website, met vermelding van hun naam en functie.

De voorzitter van het OCMW maakt de geactualiseerde lijst van alle leden van zijn kabinet openbaar in de rubriek "transparantie" van de website van het OCMW, met vermelding van hun naam en functie.

§ 3. De Regering, het Verenigd College en het College verspreiden in de rubriek transparantie van hun website:

- uiterlijk op de dag vóór hun vergaderingen, de definitieve agenda van die vergaderingen;
- uiterlijk op de werkdag die volgt op hun vergadering, de beslissingen die zij goedgekeurd hebben alsook de nota's waarop die gebaseerd zijn.

§ 4. De openbaarmakingen in de rubriek "transparantie" op de websites van de bestuurlijke overheden vormen geen officiële openbaarmakingen.

Art. 7. De bestuurlijke overheden wijzen intern minstens één persoon aan die als taak heeft om de bestuursdocumenten evenals de milieu-informatie die openbaar gemaakt moeten worden in de rubriek "transparantie" van hun website te verzamelen en in te staan voor de door deze ordonnantie vereiste openbaarmaking.

De bestuurlijke overheden delen de Commissie voor toegang tot bestuursdocumenten de naam en de contactgegevens mee van deze persoon.

Art. 8. § 1. Elke briefwisseling uitgaande van een bestuurlijke overheid vermeldt de naam, de voornaam, de hoedanigheid, het administratief adres, het telefoonnummer en het e-mailadres van degene die meer inlichtingen over het dossier kan verstrekken.

In afwijking van het eerste lid mag deze vermelding bij gelijkaardige briefwisseling die naar meer dan honderd bestemmingen wordt gestuurd worden beperkt tot het administratief adres, het telefoonnummer en, indien bestaand, het specifieke e-mailadres van de bevoegde administratieve eenheid.

§ 2. Elke eenzijdige bestuurshandeling met individuele strekking die ter kennis wordt gebracht van een bestuurde, vermeldt de mogelijkheid om zich te wenden tot de Brusselse ombudsman, evenals de manier waarop dat moet gebeuren, de eventuele administratieve beroepsmogelijkheden, de instanties waarbij het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen. Bij ontstentenis neemt de verjaringstermijn voor het indienen van het beroep geen aanvang.

Art. 9. De openbaarmaking in de rubriek "transparantie" van de websites van de in artikel 3 bedoelde bestuurlijke overheden houdt in dat het document of de informatie rechtstreeks lees-, afdruk- of hergebruiksklaar gemaakt wordt of dat doorverwezen wordt naar een andere website waarop het document of de informatie gelezen, afgedrukt of hergebruikt kan worden.

De Regering, het Verenigd College en het College bepalen, desgevallend gezamenlijk, de technische en praktische modaliteiten die het mogelijk moeten maken om de openbaar te maken gegevens in te zamelen en vlot te verwerken.

Afdeling II. — Specifieke bepalingen betreffende informatie over het milieu en de ruimtelijke ordening

Art. 10. Leefmilieu Brussel maakt de teksten van internationale verdragen, conventies en overeenkomsten, alsmede teksten van Europese, federale, gewestelijke of lokale wetgeving inzake of in verband met het milieu openbaar op zijn website. Het ziet erop toe dat deze teksten actueel blijven.

Art. 11. De bevoegde bestuurlijke overheden maken de door hen goedgekeurde milieuplannen en -programma's, ruimtelijke ordeningsplannen en -schema's, stedenbouwkundige reglementen en gedragslijnen inzake milieu en ruimtelijke ordening, evenals het bij de voormelde milieu-informatie horende milieueffectenrapport, binnen de dertig werkdagen nadat zij zijn goedgekeurd, openbaar in de rubriek "transparantie" van hun website.

Art. 12. De bevoegde bestuurlijke overheden maken de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen ervan die waren onderworpen aan een milieueffectenrapport of aan een effectenstudie, binnen de tien werkdagen na de uitreiking ervan openbaar in de rubriek "transparantie" van hun website. Dit rapport of deze studie wordt eveneens openbaar gemaakt. Wanneer de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag onderworpen was aan speciale regelen van openbaarmaking, moeten ook de samenvattende plannen openbaar gemaakt worden.

Los van het feit of een milieueffectenrapport of een effectenstudie werd opgemaakt, maken de bevoegde bestuurlijke overheden binnen dezelfde termijn de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen ervan openbaar wanneer zij belangrijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu of voor de ruimtelijke ordening.

Wanneer de in de leden 1 en 2 bedoelde documenten gegevens bevatten over het privéleven, gegevens die het voorwerp uitmaken van een intellectueel eigendomsrecht of gegevens waarvan de openbaarmaking een ernstig gevaar zou betekenen voor de openbare veiligheid, vergewist de bestuurlijke overheid zich ervan of deze gegevens uit het document zijn weggelaten voordat ze het openbaar maakt.

Art. 13. De Regering maakt de door haar goedgekeurde maatregelen voor de bescherming van het onroerend erfgoed openbaar op haar website binnen de tien werkdagen na de goedkeuring ervan.

Art. 14. § 1. Binnen tien werkdagen na de uitreiking of beslissing maken de bevoegde bestuurlijke overheden de milieuvergunningen, evenals de vergunningswijzigingen, de splitsingen van milieueffectenvergunningen, de verlengingen van milieuvergunningen, de wijzigingen van voorwaarden voor het uitbaten van ingedeelde inrichtingen en de schorsingen en intrekkingen van milieuvergunningen waarover een milieueffectenrapport of een effectenstudie werd opgemaakt, openbaar in de rubriek "transparantie" van hun website. Dit rapport of deze studie wordt eveneens openbaar gemaakt.

Los van het feit of een milieueffectenrapport of een effectenstudie werd opgemaakt, maken de bevoegde bestuurlijke overheden binnen dezelfde termijn de in het eerste lid bedoelde documenten openbaar wanneer zij belangrijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu of voor de ruimtelijke ordening.

Wanneer de in de leden 1 en 2 bedoelde documenten gegevens bevatten over het privéleven, gegevens die het voorwerp uitmaken van een intellectueel eigendomsrecht of gegevens waarvan de openbaarmaking een ernstig gevaar zou betekenen voor de openbare veiligheid, vergewist de bestuurlijke overheid zich ervan of deze gegevens uit het document zijn weggelaten voordat ze het openbaar maakt.

§ 2. Leefmilieu Brussel maakt openbaar op haar website:

1° de lijst met erkenningen bedoeld in artikel 78 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

2° de inspectieverslagen die vereist zijn door artikel 19, § 6 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2013 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging door industriële emissies, binnen de dertig werkdagen nadat zij ter kennis gebracht zijn van de exploitant;

3° de gegevens die krachtens de artikelen 9 en 10 van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems ter beschikking van het publiek gesteld of openbaar gemaakt moeten worden.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde documenten gegevens bevatten over het privéleven, gegevens die het voorwerp uitmaken van een intellectueel eigendomsrecht of gegevens waarvan de openbaarmaking een ernstig gevaar zou betekenen voor de openbare veiligheid, vergewist de bestuurlijke overheid zich ervan of deze gegevens uit het document zijn weggelaten voordat ze het openbaar maakt.

Art. 15. De bevoegde bestuurlijke overheden maken in geval van een onmiddellijke bedreiging van de gezondheid van de mens of het milieu, hetzij veroorzaakt door menselijke activiteiten hetzij ten gevolge van natuurlijke oorzaken, alle informatie die de bevolking die waarschijnlijk zal worden getroffen in staat kan stellen maatregelen te nemen om de uit de bedreiging voortvloeiende schade te voorkomen of te beperken, onmiddellijk openbaar in de rubriek "transparantie" van hun website.

Art. 16. Onverminderd de rapporteringsverplichtingen die voortvloeien uit andere wetgevingen maakt de Regering om de vier jaar een gedetailleerd verslag over de staat van het Brusselse leefmilieu, dat ze ook doorstuurt naar het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, openbaar op haar website. Om de twee jaar maakt de Regering op haar website een samenvattende nota met betrekking tot de belangrijkste milieu-indicatoren openbaar.

Dat verslag en die samenvattende nota worden opgesteld door Leefmilieu Brussel en beschrijven de toestand van de verschillende in artikel 4, 9° genoemde componenten van het leefmilieu, de druk die erop wordt uitgeoefend, de sociaaleconomische context, de ondernemingen, het vervoer, de sociaal-demografische veranderingen en schetsen een beeld van de ontwikkeling ervan.

Ze gaan uit van gewestelijke, en eventueel lokale gegevens, waarvan sommige een coherente vergelijking mogelijk moeten maken met de gegevens die door diverse internationale instellingen werden vergaard in het kader van de verslagen op het niveau van de landen en van de stadsgewesten, en waarvan andere de specifieke Brusselse toestand moeten weergeven. Ze worden vervolgens ter advies voorgelegd aan de Raad voor het Leefmilieu. Dat advies moet tevens openbaar gemaakt worden op de website van de Regering.

Het verslag omvat bovendien de volgende sociaaleconomische indicatoren:

- structuren van de ondernemingen (primaire-secundaire-tertiaire);
- industriële ongevallen;
- evolutie van de vervoerwijzen.

HOOFDSTUK III. — *Passieve openbaarheid*

Art. 17. § 1. Eenieder kan, volgens de voorwaarden bepaald in dit gezamenlijk decreet en ordonnantie, elk bestuursdocument en alle milieu-informatie van een bestuurlijke overheid ter plaatse inzien, dienomtrent uitleg krijgen en mededeling in afschrift ervan ontvangen.

§ 2. Het verkrijgen van afschriften van bestuursdocumenten of milieu-informatie kan onderworpen worden aan een vergoeding, die niet hoger mag liggen dan de kostprijs. Die vergoedingen zijn contant betaalbaar indien het afschrift door de aanvrager in ontvangst wordt genomen bij de bestuurlijke overheid. Die geeft als bewijs van betaling een ontvangstbewijs af. Indien het afschrift per post of via een andere verzendingswijze aan de aanvrager wordt verstuurd, dan moeten de vergoedingen vooraleer het afschrift wordt verzonden, worden betaald door overschrijving of storting op de ontvangstenrekening van de overheid in kwestie.

§ 3. Voor bestuursdocumenten die informatie bevatten over een met naam genoemde of identificeerbare natuurlijke persoon, wanneer deze informatie een beoordeling of een waardeoordeel vormt ten aanzien van deze persoon of wanneer ze betrekking heeft op een gedrag van deze persoon waarvan het ruchtbaar maken aan die persoon kennelijk nadeel kan berokkenen, is vereist dat de aanvrager een belang aantoonst.

Het eerste lid is niet toepasbaar op milieu-informatie.

Art. 18. § 1. Inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument of van milieu-informatie geschiedt op aanvraag. De aanvraag vermeldt duidelijk de materie waarover het gaat en, indien mogelijk, de desbetreffende bestuursdocumenten of milieu-informatie en wordt per post, elektronisch of per drager gericht aan de bevoegde bestuurlijke overheid.

§ 2. De aanvraag is onontvankelijk als:

1° zij niet is ondertekend door de aanvrager.

Voor rechtspersonen moet de aanvraag worden ondertekend door de gevolmachtigde. Daarnaast vermelden ze in hun aanvraag hun inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen zoals bedoeld in artikel III.15 van het Wetboek van Economisch Recht of verstrekken ze een afschrift van hun statuten wanneer het gaat om een rechtspersoon naar buitenlands recht.

Als de aanvraag per e-mail wordt verstuurd, wordt ze als geldig ondertekend beschouwd wanneer de aanvrager, of de gevolmachtigde van de aanvragende rechtspersoon, bij zijn e-mail een fotokopie, een foto of een scan van een identiteitsdocument voegt.

Wanneer de aanvraag is ondertekend door een advocaat of door een advocaat per e-mail is verstuurd, hoeft de aanvrager de in de voorgaande leden bedoelde documenten niet bij te voegen;

2° als de naam en het adres van de aanvrager niet vermeld zijn;

3° als zij niet tot de overheid gericht is waardoor zij gedateerd kan worden.

Indien een aanvraag niet ontvankelijk is, moet de bevoegde bestuurlijke overheid dat zo spoedig mogelijk aan de aanvrager laten weten, mits die in de aanvraag is geïdentificeerd.

§ 3. Wanneer de aanvraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift gericht is tot een bestuurlijke overheid die niet bevoegd is of het bestuursdocument of de milieu-informatie niet in haar bezit is, stelt zij de aanvrager daarvan onverwijld in kennis en deelt zij hem de benaming en het adres mee van de overheid die volgens haar inlichtingen bevoegd is of het bestuursdocument bezit. Indien de bestuurlijke overheid het document als onbestaand beschouwd, deelt ze dit onverwijld mee aan de aanvrager.

§ 4. De aanvrager geeft aan op welke manier hij kennis wenst te nemen van het document of van de milieu-informatie. Bij ontstentenis van deze precisering, gaat de voorkeur uit naar de verzending van een fotokopie per e-mail.

§ 5. De bestuurlijke overheid houdt een register bij van de schriftelijke aanvragen volgens datum van ontvangst.

Art. 19. § 1. De bestuurlijke overheid mag een vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument of milieu-informatie afwijzen in de mate dat de vraag:

1° een bestuursdocument of milieu-informatie betreft waarvan de openbaarmaking, om reden dat het document niet af of onvolledig is, tot misvatting aanleiding kan geven. Desgevallend vermeldt de bestuurlijke overheid de naam van de instantie die verantwoordelijk is voor de voorbereiding van de documenten of informatie, alsmede het geschatte tijdstip van voltooiing;

2° advies of een mening betreft die uit vrije wil en vertrouwelijk aan de overheid is meegedeeld;

3° kennelijk onredelijk is;

4° te algemeen geformuleerd blijft, ook na toepassing van artikel 20, § 3.

§ 2. De bestuurlijke overheid wijst de aanvraag om inzage, uitleg of het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument af, wanneer zij heeft vastgesteld dat het belang van de openbaarheid niet opweegt tegen de bescherming van een van de volgende belangen:

1° de fundamentele rechten en vrijheden van de bestuurden, met inbegrip van de privacy;

2° de internationale betrekkingen en de openbare veiligheid;

3° de rechtsgang, de mogelijkheid voor een persoon om een eerlijk proces te krijgen of de mogelijkheid voor een overheid om een onderzoek van strafrechtelijke of disciplinaire aard in te stellen;

4° de geheimhouding van de identiteit van de persoon die het document of de informatie vertrouwelijk aan de bestuurlijke overheid heeft meegedeeld ter aangifte van een strafbaar of strafbaar geacht feit;

5° een economisch of financieel belang van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de gemeenten en OCMW's en van alle overheden die bedoeld worden in artikel 3, 1° tot 9°;

6° het vertrouwelijke karakter van de beraadslagingen van de overheid;

7° de vertrouwelijkheid van commerciële of industriële informatie, wanneer deze vertrouwelijkheid bij de gewestelijke of Europese wetgeving geboden wordt om een gewettigd economisch belang te beschermen;

8° de bescherming van het milieu waarop die informatie betrekking heeft, zoals de habitat van zeldzame soorten;

9° de vertrouwelijkheid die vereist is voor het uitvoeren van evaluaties van de personeelsleden van de bestuurlijke overheid in kwestie en interne audits.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de milieu-informatie.

§ 3. De bestuurlijke overheid wijst de aanvraag om inzage, uitleg of het ontvangen van een afschrift van een milieu-informatie af, wanneer zij heeft vastgesteld dat het publiek belang van de openbaarmaking niet opweegt tegen de bescherming van een van de volgende belangen:

1° het vertrouwelijke karakter van de beraadslagingen van de overheid wanneer deze vertrouwelijkheid bij wet geboden wordt;

2° de internationale betrekkingen en de openbare veiligheid;

3° de rechtsgang, de mogelijkheid voor een persoon om een eerlijk proces te krijgen of de mogelijkheid voor een overheid om een onderzoek van strafrechtelijke of disciplinaire aard in te stellen;

4° de vertrouwelijkheid van commerciële of industriële informatie wanneer deze vertrouwelijkheid bij de gewestelijke of Europese wetgeving geboden wordt om een gewettigd economisch belang te beschermen;

5° de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens en dossiers betreffende een natuurlijk persoon wanneer deze persoon geen toestemming heeft gegeven voor de openbaarmaking van deze informatie en de vertrouwelijkheid van deze informatie bij de gewestelijke of Europese wetgeving geboden wordt;

6° de belangen of de bescherming van iedere persoon die de gevraagde gegevens op vrijwillige basis heeft verstrekt zonder daartoe te zijn verplicht door de wet of zonder dat de wet hem daartoe kan verplichten, tenzij deze persoon toestemming heeft gegeven voor de openbaarmaking van deze gegevens;

7° de bescherming van het milieu waarop de gevraagde informatie betrekking heeft, zoals de habitat van zeldzame soorten.

De bestuurlijke overheid kan zich niet baseren op de punten 1°, 4°, 5°, 6° of 7° om een aanvraag te verwerpen, wanneer die betrekking heeft op informatie over emissies in het milieu.

§ 4. De bestuurlijke overheid wijst de vraag om inzage, uitleg of het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument af wanneer de openbaarmaking afbreuk doet aan een geheimhoudingsverplichting die ingesteld is bij een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of een decreet van de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de milieu-informatie.

§ 5. Voor de toepassing van de paragrafen 2 en 3 houdt de afwijzing van de vraag om mededeling in afschrift van een bestuursdocument of milieu-informatie niet noodzakelijk in dat de vraag om inzage van dat document of die milieu-informatie of uitleg erover afgewezen wordt.

Wanneer met toepassing van de paragrafen 2, 3 en 4 een bestuursdocument of milieu-informatie slechts voor een deel aan de openbaarheid moet of mag worden onttrokken, wordt de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift tot het overige deel beperkt.

Art. 20. § 1. Onverminderd hoofdstuk II en de mogelijkheid voor een bestuurlijke overheid om ze onmiddellijk ter plaatse te laten raadplegen, stelt de overheid waarbij een aanvraag is ingediend, de bestuursdocumenten en de milieu-informatie zo spoedig mogelijk of uiterlijk binnen de twintig werkdagen nadat ze het verzoek heeft ontvangen ter beschikking van de aanvrager, rekening houdend met de termijn die door de aanvrager in zijn schriftelijk verzoek is vermeld en, in voorkomend geval, met de hoogdringendheid die de aanvrager inroept.

§ 2. Die termijn wordt op veertig werkdagen gebracht indien de omvang en de ingewikkeldheid van de informatie van dien aard zijn dat de termijn van twintig werkdagen niet haalbaar is. In dat geval wordt de aanvrager zo spoedig mogelijk, en in ieder geval voordat de termijn van twintig werkdagen afloopt, in kennis gesteld van de verlenging ervan en de redenen daarvoor.

§ 3. Indien een verzoek te vaag geformuleerd is, verzoekt de bestuurlijke overheid de aanvrager zo spoedig mogelijk en vóór het verstrijken van de termijn van twintig werkdagen zijn verzoek te verduidelijken en is zij hem daarbij behulpzaam.

§ 4. De aanvrager heeft de mogelijkheid om te vragen dat zijn aanvraag dringend wordt onderzocht. Hij dient de redenen die deze hoogdringendheid rechtvaardigen aan te geven in zijn aanvraag. De door de aanvrager behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid is deze die de naleving van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde behandelingstermijnen kennelijk ongeschikt maakt omdat de situatie van de aanvrager ernstige nadelige gevolgen zouden ondergaan als de voornoemde termijnen in acht zouden worden genomen.

Wanneer de bestuurlijke overheid de hoogdringendheid van de aanvraag erkent, beantwoordt ze er zo vlug mogelijk op en uiterlijk binnen zeven werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag.

Wanneer de bestuurlijke overheid de ingeroepen hoogdringendheid ongegrond acht, brengt ze de aanvrager daar onmiddellijk van op de hoogte bij een met redenen omklede beslissing en past ze de termijnen toe die zijn vastgesteld in de paragrafen 1 en 2.

§ 5. In afwijking van de paragrafen 1 tot 4 worden de verzoeken prioritair behandeld en volgens een versnelde procedure wanneer het verzoek om toegang betrekking heeft op een beslissing die onderworpen is aan een lopende procedure van openbaar onderzoek krachtens het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening of de in uitvoering daarvan aangenomen normen, de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen of de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieu-effectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's.

In dat geval stelt de bestuurlijke overheid waaraan het verzoek wordt gericht, de gevraagde documenten en informatie onmiddellijk, of indien het document of de informatie zich niet bevindt in de ruimte waar het ter openbaar onderzoek voorgelegde dossier kan worden ingekeken, uiterlijk een week vóór het aflopen van de termijn van het openbaar onderzoek ter beschikking van de aanvrager.

Art. 21. Elke weigering om de verzochte informatie geheel of gedeeltelijk of in de gevraagde vorm of het gevraagde formaat beschikbaar te stellen, wordt schriftelijk binnen de termijn bedoeld in artikel 20, § 1 tot 4, al naargelang van het geval, aan de aanvrager meegedeeld.

Indien de bestuurlijke overheid waaraan naar aanleiding van een openbaar onderzoek een verzoek werd gericht, van mening is dat de toegang tot het gevraagde document of tot de gevraagde informatie geweigerd of beperkt moet worden krachtens een van de redenen bedoeld in artikel 18, brengt zij dat binnen de zeven werkdagen na het verzoek ter kennis van de aanvrager.

De kennisgeving vermeldt op duidelijke, precieze en volledige wijze de redenen voor de weigering en wijst op het bestaan van het beroep waarin voorzien is door hoofdstuk V, op de na te leven vormen en termijnen, evenals op de mogelijkheid zich te wenden tot de Brusselse ombudsman en de manier waarop dat moet gebeuren.

Het ontbreken van een kennisgeving binnen de in de voorgaande leden bedoelde termijnen staat gelijk met een weigering.

HOOFDSTUK IV. — *Verbeteren van onjuiste of onvolledige informatie*

Art. 22. Wanneer een persoon aantoonbaar dat een bestuursdocument of milieu-informatie van een bestuurlijke overheid onjuiste of onvolledige gegevens bevat die hem betreffen, is die overheid ertoe gehouden de nodige verbeteringen aan te brengen zonder dat het de betrokkene iets kost.

De verbetering geschiedt op schriftelijke aanvraag van de betrokkene.

Art. 23. De bestuurlijke overheid geeft aan een aanvraag tot verbetering gevolg binnen uiterlijk één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag. In geval van weigering deelt ze de redenen voor de afwijzing mee.

Deze termijn kan met twee maanden worden verlengd als de vraag complex is of als er veel aanvragen worden ontvangen. In dat geval brengt de bestuurlijke overheid de betrokkene op de hoogte binnen één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Komt er geen antwoord aan de bestuurlijke overheid binnen de gestelde termijn, dan wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

Art. 24. Wanneer de vraag gericht is tot een bestuurlijke overheid die niet bevoegd is om de verbeteringen aan te brengen, stelt deze de aanvrager daarvan onverwijld in kennis en deelt zij hem de benaming en het adres mee van de overheid die naar haar informatie daartoe bevoegd is.

HOOFDSTUK V. — *Commissie voor toegang tot bestuursdocumenten*

Art. 25. § 1. De Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten, hierna de Commissie genoemd, behandelt beroepen die ingesteld worden tegen:

1° de niet-naleving van de verplichtingen met betrekking tot actieve openbaarmaking waarin voorzien is door hoofdstuk II, met uitzondering van de in artikel 15 bedoelde verplichting om een gedetailleerd verslag over de staat van het milieu en een samenvattende nota op te maken;

2° de afwijzingen van opvragingen bedoeld in hoofdstuk III;

3° de weigeringen tot verbeteren bedoeld in hoofdstuk IV.

Krachtens haar herzieningsbevoegdheid kan de Commissie zelf toegang verlenen tot de betwiste bestuursdocumenten of milieu-informatie of kan ze opdracht geven om deze te verbeteren.

In dat geval:

1° geeft de Commissie de bestuurlijke overheid opdracht om zich binnen de door haar gestelde termijn, die niet meer mag bedragen dan dertig dagen, te schikken naar haar beslissing;

2° indien de bestuurlijke overheid na het verstrijken van die termijn de onder het 1° bedoelde beslissing niet heeft nageleefd, bezorgt de Commissie zelf aan de aanvrager een afschrift van het bestuursdocument of van de milieu-informatie. In dat geval brengt ze de bestuurlijke overheid daar vijftien werkdagen op voorhand van op de hoogte.

Wanneer ze vaststelt dat een bestuurlijke overheid in gebreke blijft om te voldoen aan een in hoofdstuk II bedoelde verplichting, geeft de Commissie haar opdracht om onverwijld aan deze verplichting te voldoen.

§ 2. De Commissie kan op eigen initiatief advies verstrekken over de algemene toepassing van het gezamenlijk decreet en ordonnantie. Zij kan aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement of de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, aan de Vergadering of het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en aan de Vergadering of het College van de Franse Gemeenschapscommissie voorstellen doen in verband met de toepassing en de eventuele herziening ervan.

De Commissie kan door een bestuurlijke overheid ook worden geraadpleegd over een kwestie die betrekking heeft op de toepassing van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 26. § 1. De Commissie bestaat uit negen leden, onder wie een voorzitter wordt aangewezen. De voorzitter wordt aangewezen onder de leden van de Raad van State of van het auditoraat ervan of onder de magistraten van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Vier leden worden aangewezen onder de leden van het statutaire personeel van de bestuurlijke overheden die onder de toepassing van deze ordonnantie vallen. De in deze hoedanigheid aangewezen leden moeten houder zijn van een universitair diploma van de tweede cyclus in de rechten en voldoende ervaring in de openbaarheid van bestuur aantonen.

Vier leden worden aangewezen wegens hun grondige kennis omtrent de openbaarheid van bestuur. Zij dienen in het bezit te zijn van een universitair diploma van de tweede cyclus in de rechten en mogen geen ambtenaar zijn van een bestuurlijke overheid, noch de bestuurlijke overheden bedoeld in artikel 3, 1° tot 9° noch om het even welke andere bestuurlijke overheid.

De leden worden gezamenlijk door de Regering, het Verenigd College en het College aangewezen voor een hernieuwbare termijn van 5 jaar.

De Regering, het Verenigd College en het College bepalen gezamenlijk het bedrag van de vergoeding die wordt uitgekeerd aan de leden van de Commissie, evenals de manier waarop die wordt uitgekeerd.

§ 2. Voor elk van de leden wordt een plaatsvervanger aangewezen onder dezelfde voorwaarden als de werkende leden.

De plaatsvervanger vervangt een verhinderd of afwezig lid.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger, indien deze ontslag neemt of om een of andere reden ophoudt deel uit te maken van de Commissie.

§ 3. De Commissie telt niet meer dan zes leden van dezelfde taal. Dit wordt geverifieerd aan de hand van de taal waarin het in de eerste paragraaf bedoelde diploma werd behaald.

De Commissie telt niet meer dan zes leden van hetzelfde geslacht.

§ 4. De Regering, het Verenigd College en het College bepalen gezamenlijk de aanvullende regels betreffende de samenstelling en de werkwijze van de Commissie.

§ 5. De Commissie oefent haar opdracht onafhankelijk en onpartijdig uit. Haar leden mogen niet onderworpen worden aan een evaluatie of een tuchtprocedure op basis van de motieven van de beslissingen die goedgekeurd zijn in het kader van de taken die krachtens dit gezamenlijk decreet en ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan toegewezen worden.

Art. 27. § 1. Het beroep bedoeld in artikel 25, § 1, 2° en 3° wordt bij de Commissie, op straffe van onontvankelijkheid, ingesteld binnen de dertig dagen na de weigering. Wanneer de aanvrager verzoekt om zijn beroep bij hoogdringendheid te onderzoeken, is de termijn voor het instellen van het beroep beperkt tot vijf werkdagen.

De in het eerste lid bedoelde termijnen beginnen te lopen vanaf de dag waarop kennis wordt genomen van de uitdrukkelijke weigeringsbeslissing of, bij ontstentenis van zo'n beslissing, vanaf de dag waarop de termijn waarbinnen de bestuurlijke overheid zich over de aanvraag moest uitspreken, verstrekken is.

In geval van indiening van een bezwaarschrift bij de Brusselse ombudsman, worden de in het eerste lid bedoelde termijnen onderbroken. Zodra de aanvrager van de ombudsman de kennisgeving ontvangt dat zijn tussenkomst een einde heeft genomen, begint een nieuwe termijn van dertig dagen of vijf dagen te lopen.

§ 2. Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, ingediend door middel van een schriftelijke vraag die: 1° is ondertekend door de aanvrager.

Voor rechtspersonen moet de aanvraag worden ondertekend door de gevolmachtigde. Daarnaast vermelden ze in hun aanvraag hun inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen zoals bedoeld in artikel III.15 van het Wetboek van Economisch Recht of verstrekken ze een afschrift van hun statuten wanneer het gaat om een rechtspersoon naar buitenlands recht.

Als de aanvraag per e-mail wordt verstuurd, wordt ze als geldig ondertekend beschouwd wanneer de aanvrager, of de gevolmachtigde van de aanvragende rechtspersoon, bij zijn e-mail een fotokopie, een foto of een scan van een identiteitsdocument voegt.

Wanneer de aanvraag is ondertekend door een advocaat of door een advocaat per e-mail is verstuurd, hoeft de aanvrager de in de voorgaande leden bedoelde documenten niet bij te voegen;

2° de naam en het adres van de aanvrager vermeldt;

3° aan de Commissie gericht is op een manier waardoor zij gedateerd kan worden.

§ 3. Wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing die de opvraging bedoeld in hoofdstuk III of de aanvraag tot verbetering bedoeld in hoofdstuk IV verwerpt, bevat het beroep, op straffe van onontvankelijkheid, een afschrift van de opvraging of van de aanvraag tot verbetering en, in geval van uitdrukkelijke weigering, een afschrift van de weigeringsbeslissing.

§ 4. Wanneer een beroep omwille van een van de redenen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 niet ontvankelijk is, moet de Commissie dat zo spoedig mogelijk laten weten aan de verzoeker, mits die in het beroep is geïdentificeerd.

§ 5. Wanneer bij de Commissie een beroep werd ingesteld, brengt zij dat onverwijld ter kennis van de betrokken bestuurlijke overheid.

Art. 28. § 1. De Commissie beschikt over onderzoeks- en dwangbevoegdheden.

De bestuurlijke overheid is verplicht om haar, binnen de zeven werkdagen vanaf de ontvangst van de in artikel 27, § 5 bedoelde kennisgeving, het document dat of de milieu-informatie die opgevraagd is of waarvan de verbetering gevraagd is, te bezorgen. De bestuurlijke overheid kan bij het document of bij de milieu-informatie een nota voegen die haar weigering om in te gaan op de oorspronkelijke aanvraag toelicht. Indien de nota die de weigering toelicht niet tegelijk met het document of de milieu-informatie wordt verstuurd, is de Commissie niet verplicht om ze in aanmerking te nemen.

In de veronderstelling dat de voorzitter van de Commissie of het lid dat hij aanwijst de door de aanvrager ingeroepen hoogdringendheid erkent, wordt de in het voorgaande lid bedoelde termijn van zeven dagen beperkt tot twee werkdagen.

In afwijking van het tweede lid, wanneer de bestuurlijke overheid oordeelt dat de aanvraag kennelijk onredelijk is of kennelijk te vaag geformuleerd is, is zij niet verplicht om de opgevraagde documenten of milieu-informatie over te maken aan de Commissie. Wanneer de overheid niet is ingegaan op de oorspronkelijke aanvraag, wanneer ze deze kennelijk onredelijk of kennelijk te vaag geformuleerd acht, brengt ze de Commissie daar onverwijld van op de hoogte bij met redenen omklede beslissing.

Wanneer de bestuurlijke overheid de bestuursdocumenten of de milieu-informatie niet aan de Commissie overmaakt binnen de in het tweede en derde lid gestelde termijnen, maakt de Commissie hier melding van in het jaarverslag dat is bedoeld in artikel 31.

§ 2. De voorzitter van de Commissie of het lid dat hij aanwijst kan zich ter plaatse begeven om kennis en een afschrift te nemen van het bestuursdocument of de milieu-informatie waarop het beroep betrekking heeft of van het even welk ander document dat nodig is voor de behandeling van dat beroep, en kan daartoe een beroep doen op de openbare macht.

§ 3. Indien, ondanks de in § 1 en 2 bedoelde bevoegdheden, de Commissie het betwiste bestuursdocument of de betwiste milieu-informatie niet krijgt, deelt zij dat onverwijld mee aan het Brussels Parlement en de Brusselse Regering, die onmiddellijk nieuwe sancties en de procedure ter zake bepalen.

Art. 29. § 1. Vanaf het ogenblik dat de Commissie beschikt over het document of de milieu-informatie, brengt zij de verzoeker daarvan op de hoogte. Zij doet binnen de zestig dagen nadat zij het bestuursdocument of de milieu-informatie ontvangen heeft, uitspraak over het beroep.

Wanneer de overheid de aanvraag kennelijk onredelijk of kennelijk te vaag geformuleerd acht, doet de Commissie uitspraak binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het beroep. Indien zij de aanvraag noch kennelijk onredelijk noch te vaag geformuleerd acht, verzoekt ze de bestuurlijke overheid om haar het bestuursdocument of de milieu-informatie onverwijld te bezorgen. In dat geval neemt de termijn van zestig dagen een aanvang overeenkomstig het eerste lid.

Indien de in de vorige leden bepaalde termijnen niet worden nageleefd, wordt het beroep geacht te zijn verworpen.

Deze termijn van zestig dagen wordt opgeschort:

1° wanneer de Commissie het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft ingewonnen, totdat het advies ontvangen is;

2° vanaf de dag waarop de Commissie van de Brusselse ombudsman de mededeling krijgt dat er bij hem een bezwaarschrift werd ingediend waarvan het voorwerp hetzelfde is als van het beroep dat werd ingesteld bij de Commissie. De ombudsman stelt de Commissie en de aanvrager gelijktijdig in kennis van het einde van zijn tussenkomst en van de eventuele aanbevelingen die hij geformuleerd heeft. In dat geval dient de aanvrager de Commissie ter kennis te brengen dat hij zijn beroep na de tussenkomst van de ombudsman wenst voort te zetten. Zonder deze kennisgeving door de aanvrager binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving van de ombudsman door de Commissie, wordt de aanvrager geacht af te zien van zijn beroep.

§ 2. Wanneer de door de aanvrager ingeroepen hoogdringendheid door de voorzitter van de Commissie of door het lid dat hij aanwijst erkend wordt, doet de Commissie uitspraak over het beroep binnen de 10 werkdagen vanaf de ontvangst van het beroep. Indien de voorzitter van de Commissie of het lid dat hij aanwijst de hoogdringendheid verwerpt, behandelt de Commissie het beroep binnen de gewone termijn die is vastgelegd in § 1.

De door de aanvrager behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid is deze die de naleving van de in de paragraaf 1 bedoelde gewone termijn kennelijk ongeschikt maakt omdat de situatie van de aanvrager ernstige nadelige gevolgen zouden ondergaan als de voornoemde termijn in acht zou worden genomen.

§ 3. De Regering, het Verenigd College en het College kunnen ten aanzien van de Commissie gezamenlijk procedureregels bepalen die de regels vermeld in deze ordonnantie aanvullen.

Art. 30. De Commissie maakt haar beslissingen, adviezen en voorstellen binnen de twintig werkdagen nadat zij die heeft goedgekeurd, openbaar op haar website, die een rubriek mag zijn van de website van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Tenzij de verzoeker vooraf toestemming verleent om zijn naam openbaar te maken, pseudonimiseert de Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten haar beslissingen voordat ze deze openbaar maakt. Ze zal er ook alle gegevens uit verwijderen die ze vertrouwelijk acht.

Art. 31. De Commissie maakt een jaarverslag op.

Dit verslag omvat minstens:

1° het aantal ingestelde beroepen en het aantal genomen beslissingen;

2° de gemiddelde behandelingstermijn van een beroep;

3° het aantal vergaderingen van de Commissie;

4° een samenvatting van de belangrijkste problematieken waarmee de Commissie werd geconfronteerd, zowel betreffende de grond van de zaken als betreffende de werkwijze van de Commissie zelf;

5° een lijst van de gevallen waarin de termijnen bedoeld in de artikelen 25, § 1, derde lid en 28, § 1, tweede en derde lid niet werden gerespecteerd. Deze lijst vermeldt de betrokken bestuurlijke overheid en het aantal overschrijdingen van de termijnen.

De voorzitter van de Commissie of het lid dat hij aanwijst stelt het jaarverslag voor aan het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen uiterlijk 31 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft.

Het jaarverslag wordt openbaar gemaakt op de website van de Commissie.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 32. Worden opgeheven:

1° de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur;

2° de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 maart 2004 inzake toegang tot milieu-informatie en tot informatie betreffende de ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 26 juni 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

4° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur;

5° de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, in zoverre die van toepassing is op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 33. Alle bevoegdheden die zijn toegewezen aan de door dit gezamenlijk decreet en ordonnantie ingestelde Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten worden vanaf de inwerkingtreding van de ordonnantie uitgeoefend door de Gewestelijke Commissie voor de Toegang tot de Bestuursdocumenten die is ingesteld door de ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

De leden van de Gewestelijke Commissie voor de Toegang tot de Bestuursdocumenten die is ingesteld door de ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, zetten hun mandaat voort in de Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten die is ingesteld door dit gezamenlijk decreet en ordonnantie. Vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie wijzen de Regering, het Verenigd College en het College gezamenlijk vier nieuwe leden van de Commissie en vier plaatsvervangende leden aan, in overeenstemming met artikel 26 van deze ordonnantie. Het mandaat van deze nieuwe leden neemt een einde op hetzelfde ogenblik als het mandaat van de leden die hun mandaat voortzetten.

De adviesaanvragen die hangende zijn voor de Commissies voor de Toegang tot Bestuursdocumenten, die respectievelijk ingesteld zijn door artikel 10, § 1 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur en artikel 21 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 26 juni 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur worden onderzocht door de Commissie voor de Toegang tot Bestuursdocumenten die ingesteld is door dit gezamenlijk decreet en ordonnantie. De procedure voor het onderzoek van de adviesaanvraag wordt *ab initio* hernomen overeenkomstig de artikelen 28 en 29.

Art. 34. Tot aan de inwerkingtreding van het gezamenlijke besluit bedoeld in artikel 29, § 3 van deze ordonnantie, blijven de regels vastgesteld in de artikelen 4, 5, 6, 8, 9, 10 en 11 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 tot regeling van de samenstelling en de werkwijze van de Gewestelijke Commissie voor de Toegang tot de Bestuursdocumenten van toepassing. Ze gelden als aanvulling op de regels betreffende de samenstelling en de werkwijze van de Commissie die wordt ingesteld door deze ordonnantie.

Art. 35. Totdat de bestuurlijke overheden bepaald hebben welke vergoeding zij eventueel zullen eisen om een bestuursdocument of milieu-informatie in de vorm van een afschrift te bezorgen, zijn de volgende maximumbedragen van toepassing:

- 0,01 euro per bladzijde voor een document in A4-formaat in zwart-wit;
- 0,02 euro per bladzijde voor een document in een formaat dat groter is dan het A4-formaat, maar niet groter dan het A3-formaat, in zwart-wit;
- 0,04 euro per bladzijde voor een document in A2-formaat in zwart-wit;
- 0,08 euro per bladzijde voor een document in A1-formaat in zwart-wit.

Voormelde prijzen worden verdriedubbeld voor kleurenkopieën.

Wanneer een vergoeding geëist wordt, wordt voor de kopie en de kosten van de overhandiging ervan ter plaatse of de verzending ervan per post of een ander overbrengingsmiddel samen een minimumprijs van 1 euro vastgesteld.

Art. 36. De beslissingen en handelingen die krachtens dit gezamenlijk decreet en ordonnantie het voorwerp moeten uitmaken van actieve openbaarmaking, zijn deze die worden goedgekeurd na de inwerkingtreding van de bepaling die er de openbaarmaking van oplegt.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 37. Deze ordonnantie doet geen afbreuk aan de wetgevende bepalingen die in een ruimere openbaarheid van bestuur voorzien.

Art. 38. De bestuurlijke overheden zorgen ervoor, voor zover mogelijk, dat de door of voor een overheidsinstantie samengestelde informatie actueel, nauwkeurig en vergelijkbaar is.

De overheidsinstanties geven op verzoek, bij het beantwoorden van opvragingen van informatie, zo nodig, aan op welke plaats de gegevens kunnen worden gevonden met betrekking tot meetmethodes die bij het samenstellen van de informatie zijn gebruikt, inclusief de methodes voor analysering, monsternamen en voorbehandeling van de monsters, of verwijzen naar een gebruikte standaardprocedure.

Art. 39. De bepalingen van hoofdstuk II treden in werking zes maanden na de datum van bekendmaking van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie.

De Regering, het Verenigd College en het College bepalen gezamenlijk de datum waarop de artikelen 8, § 2, en 27, § 1, derde lid, in werking treden.

Art. 40. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt door het Parlement geëvalueerd na de voorstelling van het eerste jaarverslag van de Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten.

Die evaluatie zal op zijn minst betrekking hebben op de noodzaak om:

1° bijkomende sancties en de procedure ter zake vast te leggen indien wordt vastgesteld dat de verplichtingen met betrekking tot actieve openbaarmaking niet worden nageleefd;

2° de administratieve ondersteuning van de Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten te versterken.

Brussel, 26 april 2019.

De Voorzitter,

De Secretarissen,

De Griffier,

Brussel, 16 mei 2019.

Voor de Brusselse Franstalige Regering:

F. LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor de beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor het HSociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen